

# Défendons la rupture anticapitaliste avec l'Union européenne

Contribution de la Tendance CLAIRE du NPA



*Nous publions ici l'intervention de notre camarade Ludovic Wolfgang, membre du CPN et Comité exécutif du NPA (représentant la Plateforme Z/Tendance CLAIRE), lors du débat sur l'« alternative anticapitaliste à l'Union européenne » organisé à l'Université d'été du NPA fin août. Comme on le verra, l'orientation que nous proposons est fort différente de celle de la majorité du NPA telle qu'elle s'exprime dans les médias par la voix d'Olivier Besancenot : à la question de savoir si en ayant le pouvoir on « romprait avec l'UE », le porte-parole de notre parti ne répond pas et dit qu'on convoquerait une « assemblée constituante » élue au suffrage universel à l'échelle européenne pour construire une « Europe sociale »... La question est d'importance à l'heure où la zone euro est la plus durement frappée par la crise du capitalisme et où l'extrême droite tente de monopoliser le combat contre l'UE avec son programme nauséabond. Il est urgent que le débat se poursuive !*

## L'euro : une question taboue au NPA ?

Le mot « euro » est absent de tous les textes adoptés par le congrès fondateur en 2009. Il ne se trouve pas non plus dans les textes adoptés par le premier congrès en 2011, trois ans après le début de la crise mondiale. Au congrès de 2013, le mot fait certes son apparition... mais seulement dans les descriptions qui parlent de la crise dans la « zone euro ». Comment est-ce possible, alors que c'est une question centrale pour toutes les bourgeoisies européennes ?

Bien sûr, on dénonce l'UE actuelle et ses traites, mais cela ne fait pas un programme politique. Dans les textes du dernier congrès, on parle d'un « processus constituant pour une nouvelle Europe, sociale et démocratique » ; on parle de « redistribution radicale des richesses, d'appropriation publique et sociale des secteurs clés de l'économie » ; on dit même que ce serait là un « programme pour des gouvernements des travailleurs qui commenceront à rompre avec le capitalisme dans la perspective des États-Unis socialistes d'Europe ». Mais on ne dit rien de concret concernant la politique à mener en ce qui concerne l'UE, ses institutions et l'euro.

Aujourd'hui, les camarades de la majorité nous disent que la sortie de l'euro n'est pas la solution, que ce signifierait seulement un retour à une monnaie nationale, que cela ferait le jeu du FN. C'est une très mauvaise manière de poser la question.

Cela conduit concrètement les camarades à proposer de rester dans l'euro, mais avec une Banque centrale européenne contrôlée par les citoyens et un certain nombre de mesures sociales et démocratiques, sur les banques, les salaires, les services publics, etc.

## Pour le PG et le PC, l'euro et l'UE seraient des « acquis » à réformer !

Jetons maintenant un œil sur le programme du PG concernant l'euro et l'UE. Cela fait l'objet d'une résolution spéciale de 10 pages (mars 2011). Plusieurs scénarios sont envisagés, l'option de sortie de l'euro est prévue et traitée, même si elle est considérée comme la moins souhaitable. Le PG explique son orientation, distingue le court terme et le moyen terme, détaille ses propositions... C'est un vrai programme politique. C'est ce qu'on attend d'un parti.

Mais bien sûr c'est un programme réformiste : il s'inscrit dans le cadre des institutions et du capitalisme. C'est un programme de gouvernement prévu pour le cas de victoire aux élections. Il n'envisage l'expropriation de personne, seulement la constitution d'un « pôle public bancaire », la « réforme de la Banque de France » et une série de mesure de relance keynésienne.

Or le PG explique clairement que tout cela peut se faire sans sortir de l'euro, sans sortir de l'UE, seulement en contrevenant à certaines dispositions du traité de Lisbonne ! Ce serait certes un coup de force, mais selon un mécanisme présenté comme légal (par les clauses dérogatoires que prévoirait le compromis de Luxembourg). Le PG n'exclut pas la sortie de l'euro si c'est la seule solution pour rompre avec le libéralisme. Mais pour lui l'euro est innocent : « la crise de la dette publique européenne et les difficultés pour l'affronter n'ont rien à voir avec l'euro ; elles sont imputables à la libre circulation des capitaux avec le reste du monde, aux statuts de la BCE (...) et aux politiques délibérées des gouvernements ». Il faudrait donc « garder la monnaie unique comme bien commun des peuples unis d'Europe, nous la réapproprier en menant la politique que nous voulons » ! De manière indissociable, le PG veut « préserver l'acquis de cinquante ans de construction européenne, en se débarrassant du poison néolibéral » ; bref, il s'agit d'« œuvrer à une

*transformation de l'UE, non à sa destruction ».*

Quant au PCF, il n'est pas sur une ligne différente. Dans la revue de ses économistes, *Économie et politique*, numéro de juin, on lit : « *Certains agitent l'idée de sortir de l'euro. Cela reviendrait à fuir devant la lutte décisive pour une autre utilisation de celui-ci et de la BCE. (...) En sortant de l'euro, on déserterait le terrain de la bataille pour un autre euro et pour une construction solidaire de l'Union européenne, au mépris d'une nouvelle croissance fondée sur le développement des peuples ».*

*La position des partis du FdG est donc claire : ils sont pour réformer l'UE et l'euro, dans la mesure même où ils sont pour réformer le capitalisme et ses institutions. Ils sont en même temps pour le « produisons français », pour favoriser les patrons français. Or ce sont eux qui restent hégémoniques dans le mouvement ouvrier organisé. Certes, il y a aussi quelques réformistes souverainistes de gauche comme Sapir, Lordon, sans oublier les lambertistes du POI ; mais c'est marginal. Quant à LO, elle estime que ce n'est pas un problème, car euro ou pas, les capitalistes sont les capitalistes et l'État bourgeois est l'État bourgeois. Du coup, seul le FN apparaît à une échelle de masse comme voulant rompre avec l'UE et l'euro !*

*Or les masses ont de plus en plus l'UE en horreur, y voient la cause de leurs maux économiques et sociaux. La question est décisive : comment faire pour que les révolutionnaires gagnent l'hégémonie dans les secteurs les plus combatifs de notre classe et, à travers eux, à une échelle plus large ? Cela dépend bien sûr avant tout des luttes, de leur développement, de leur radicalisation. Mais cela dépend aussi de notre programme, de sa clarté, de sa capacité à convaincre, donc des réponses concrètes qu'il apporte aux questions que les gens se posent.*

## **Non, l'Union européenne capitaliste et l'euro ne sont pas réformables !**

L'UE est une institution du capital pour maximiser son taux de profit et son taux d'accumulation. Les peuples n'ont jamais participé à sa construction. Elle est conçue d'abord et avant tout comme un marché commun. Par définition, un marché commun profite aux plus grosses entreprises, aux pays les plus compétitifs.

Pendant les dites « Trente glorieuses », cela n'a pas trop lésé les intérêts de la classe ouvrière en raison de la faiblesse du chômage, de la force des acquis sociaux et du mouvement ouvrier. De plus, des secteurs entiers de la bourgeoisie elle-même n'avaient pas intérêt à aller plus loin. Mais avec la crise des années 1970, la montée du chômage, la stagnation et l'inflation, la pression du grand capital se renforce, il faut aller plus loin dans la constitution de multinationales car la concurrence s'exacerbe. À

cela s'ajoute l'affaiblissement de l'URSS : stagnation, perte de crédibilité, et début de crise des PC.

Un tournant s'opère alors dans la politique des classes dominantes : c'est l'offensive du néolibéralisme, recomposition globale de la domination de classe. Sur le plan européen, on passe de la libéralisation du commerce à la libéralisation des marchés de capitaux, à la dérégulation généralisée (Acte unique en 86, Traité de Maastricht en 92)...

C'est dans ce contexte que se situe le lancement de l'euro. Ce n'est pas un instrument technique, neutre, dont l'usage dépendrait de l'orientation politique des gouvernements. Il vient parachever le marché commun. Il est décidé dès les années 1970 pour une mise en œuvre en 1980 (plan Werner, adopté par le Conseil européen). C'est dire qu'il est dans les gênes mêmes de l'UE. Mais la crise des années 70 a conduit à reporter sa mise en œuvre, marquant un coup d'arrêt à ladite « construction européenne ». Cependant, avec la libéralisation des années 80, les États subissent des attaques spéculatives contre leur monnaie : cela les rend vulnérables et les oblige à d'incessants réajustements, d'autant que l'inflation reste forte. De plus, les taux de change sont variables et coûteux. Tout cela entrave les progrès du marché commun à un moment où, avec la crise, les marchés se rétractent.

La monnaie unique est relancée au début des années 90. L'Allemagne accepte, à condition que la lutte contre l'inflation et la rigueur budgétaire deviennent règles intangibles, sortent du champ de la décision étatique pour devenir des compétences supranationales, avec l'indépendance de la BCE et un droit communautaire qui l'emporte sur droits nationaux. Tout le monde sait qu'une monnaie unique sans budget commun, c'est risqué car les structures économiques des pays sont inégales et on ne peut compenser les écarts de compétitivité par des redistributions fiscales, encore moins faire face à des crises. D'ailleurs, dans le plan Werner, il était prévu mise en place d'un budget commun comme condition pour lancer la monnaie unique. Mais tant pis, advienne que pourra, car l'euro a trois atouts majeurs :

- En mettant fin aux frais de change, l'euro rend les exportations moins chères au sein des pays de la zone et les écarts d'inflation avantagent les pays centraux ; cela leur permet, surtout à l'Allemagne, d'inonder de leurs produits les pays du Sud ; c'est d'ailleurs le sens de l'intégration artificielle de pays peu développés dans la zone euro (Grèce, Slovaquie, Chypre, Malte, Slovaquie, Estonie)...
- Ensuite, l'euro devient une monnaie mondiale forte, crédible, une monnaie de réserve (25% dans les réserves de change des pays, contre 62% pour

dollar), un moyen de paiement international et une liquidité facilement disponible pour les marchés financiers ; c'est d'ailleurs dans ce rôle que l'euro résiste le mieux à la crise actuelle, d'où l'intransigeance de la BCE sur la stabilité des prix ;

- Enfin et surtout, c'est une arme pour mettre en concurrence les travailleurs : rendant impossible les dévaluations compétitives, la seule variable d'ajustement pour faire face aux écarts de compétitivité est le travail : mobilité, flexibilité, précarité, gel des salaires ; l'Allemagne sait qu'elle va gagner à ce jeu, car elle est déjà l'économie la plus puissante et, passé le coût de la réunification, elle dispose d'une énorme armée de réserve après les privatisations à l'Est : c'est cela qui va permettre à Schröder de taille à la hache dans les acquis des travailleurs de l'Ouest.

De fait, tout cela a permis aux grandes multinationales européennes de réaliser de juteux profits, d'acquérir des firmes étrangères, de se développer à l'international, de multiplier les investissements directs à l'étranger, dont 30% hors UE. Il en résulte une forte européanisation des capitaux des grands groupes, solidarité accrue entre capitalistes européens, y compris pour contrer la montée des fonds US.

Revers de la médaille d'un point de vue capitaliste est que l'afflux d'argent et de marchandises dans les pays périphériques se fait à crédit, aussi bien pour les États que pour les ménages : cela conduit à un endettement massif, à des déficits publics, à des déficits commerciaux, tout en accroissant les écarts de compétitivité puisque les importations ruinent des secteurs entiers de l'industrie des pays du Sud. On peut même parler d'un processus de semi-colonisation des pays de l'Est et aujourd'hui de la Grèce. Il n'y a plus de spéculation sur les monnaies, mais sur les dettes publiques (crise de la dette souveraine).

Bref, l'examen des buts et des effets de l'euro montre qu'on ne peut en aucun cas soutenir comme le PG et le PC qu'ils pourraient être « en soi » dissociables de la libre circulation des capitaux, de l'indépendance de la BCE et des attaques contre les travailleurs. C'est une totale abstraction, une arnaque économique et politique.

### **Pour un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs, qui romprait avec le capitalisme et donc d'emblée avec l'UE et l'euro**

Il est donc clair qu'aucune politique révolutionnaire ne peut être mise en œuvre, ni par conséquent défendue aujourd'hui en tant que propagande, sans intégrer la rupture avec l'UE et l'euro. Il faut briser le tabou. Et qu'on ne hurle pas au souverainisme ou au

nationalisme !

Comme parti, nous devons élaborer des objectifs, des propositions, des anticipations... Le parti n'est pas un syndicat. Il faut mettre en avant non seulement des revendications immédiates et des revendications transitoires particulières, mais aussi présenter un programme politique global et cohérent, qui rende crédible la perspective de rupture avec le capitalisme. Car les gens nous interrogent sur le sens réel de nos propositions, sur les conséquences qu'elles auraient, par exemple l'interdiction des licenciements ou l'annulation de la dette. Si nous ne pouvons pas leur répondre en assumant le caractère révolutionnaire de ces mesures et de leurs conséquences, alors ils se tournent vers le Front de gauche, qui semble plus crédible en proposant des solutions dans le cadre des institutions et du capitalisme. Nous sommes donc ici au cœur du débat stratégique. Examinons de près nos propres mots d'ordre :

- Le NPA revendique l'annulation de la dette publique illégitime. Mais qui la détient ? Pas besoin d'audit : ce sont les « créanciers institutionnels » : banques, compagnies d'assurance, fonds de pension, États... Plus précisément, elle est détenue à 52% par des institutions françaises ou étrangères de la zone euro. L'annulation de la dette entraînerait une crise terrible, une vague de faillites en France et dans la zone euro. Comment serait-elle possible sans rompre avec l'euro ?

- Le NPA revendique l'« *appropriation publique et sociale des secteurs clés de l'économie* ». Oui, il faut exproprier les grands groupes capitalistes de l'industrie et des services, les transformer en monopoles publics sous contrôle des travailleurs de chaque secteur et des usagers/consommateurs. Mais concrètement cela impliquerait là encore de spolier les actionnaires, les propriétaires français et étrangers. Ce serait non seulement une mesure anticapitaliste, mais aussi profondément internationaliste. En effet, aujourd'hui, les entreprises du CAC 40, par exemple, font la majorité de leurs profits hors de France. Non seulement on ferait des monopoles publics, mais on renoncerait à la propriété des filiales françaises à l'étranger : on appellerait les travailleurs de ces pays à se les réapproprier, en poussant ainsi concrètement à l'extension du processus.

- Le NPA revendique l'interdiction des licenciements. Oui, mais cela n'est possible que par un gouvernement des travailleurs : il faut le dire. Et il faut préciser : il faudra construire un grand secteur socialisé comprenant la Fonction publique actuelle et les grosses entreprises expropriées : les travailleurs auront un statut garantissant la sécurité de l'emploi et un revenu à hauteur des besoins.

- Mais les capitalistes se laisseraient-ils faire ? Non

! Sans doute bien avant le début d'une révolution, ils feront passer leurs avoirs à l'étranger par un jeu d'écriture ou un clic : qu'ils le fassent ! Ils n'ont en main que des titres de propriété : les actifs physiques, les usines, les bureaux, les machines, les magasins resteraient et les travailleurs auraient à organiser eux-mêmes la production selon un plan élaboré à tous les niveaux et arbitré centralement. Car évidemment, un gouvernement des travailleurs suppose une situation d'ébullition révolutionnaire ou pré-révolutionnaire, des mobilisations de masse et l'auto-organisation dans toute la société. On ne peut pas l'envisager autrement. Il faut d'ailleurs limiter au maximum les risques de guerre civile. La socialisation des moyens de production ne peut se faire que progressivement, en misant sur la conviction et non la contrainte des petits propriétaires, et sur la neutralisation des classes moyennes.

- Tout cela peut-il se faire avec l'euro ? Évidemment pas ! Le gouvernement des travailleurs devrait créer une banque publique unique et une nouvelle monnaie : monnaie inconvertible et inutilisable sur les marchés internationaux pour empêcher la fuite des capitaux. Cette monnaie sera nationale si le gouvernement des travailleurs s'impose au niveau d'un pays, mais binationale si le processus est concomitant dans deux pays, ou même multirégionale si la révolution ne triomphe dans un premier temps que dans certaines régions... Ces pays peuvent être des pays européens : c'est certes le plus probable, vu l'intégration économique actuelle ; c'est ce qui justifie l'objectif des « États-Unis socialistes d'Europe ». Mais éventuellement ce peuvent être aussi par exemple un pays européen et un pays arabe, ou la Turquie ! Alors il y aura peut-être une monnaie commune trans méditerranéenne... Bref, l'orientation révolutionnaire n'a évidemment rien à voir avec le nationalisme !

- Le commerce extérieur deviendrait monopole de l'État, ce qui impose évidemment le rétablissement de barrières douanières. Ce n'est pas du protectionnisme capitaliste, au service des profits, c'est la défense de la révolution et de ses institutions. Et encore une fois ce n'est pas forcément sur une base nationale, mais sur la base du territoire en révolution. Les tarifs douaniers sont négociés de façon bilatérale avec les États capitalistes qui acceptent de commercer. Mais globalement, il est inévitable les prix à l'importation montent en flèche. Il faut donc renoncer à beaucoup de produits étrangers. Tout ce qui peut être produit

sur place doit l'être : aujourd'hui, seuls 30% des produits importés sont des produits qu'on ne pourrait pas produire sur place, et tous ne sont pas indispensables. Cela permettrait de réaliser des gains considérables en termes de transport et en termes d'impact écologique. On relocaliserait l'économie. Les produits qui ne peuvent être qu'importés, comme le pétrole malgré le début de la transition énergétique, sont échangés contre des produits exportables, par exemple du pétrole vénézuélien contre du vin français (chacun ses liquides !).

Mais j'entends une objection : ce n'est pas un programme réaliste, même pas transitoire... Allez lire celui du PG : il n'est pas non plus crédible, si l'on entend par là un programme crédible *immédiatement*. Mais c'est un *programme*, c'est-à-dire qu'on fixe clairement des objectifs et on dit de façon précise par quels moyens on propose de reconstruire l'économie. Ce ne sont pas tous des « revendications » immédiates, mais c'est un ensemble de mesures que doit prendre le gouvernement des travailleurs pour rompre concrètement avec le capitalisme.

Bien sûr, cette propagande n'empêche pas que nous mettions en avant, au quotidien, des mots d'ordre, que nous dénoncions le capitalisme, le patronat, le gouvernement, que nous avançons des revendications pour l'action (aucun licenciement chez PSA, etc.) et des mots d'ordre plus propagandistes, mais partiels (nationalisation de PSA, etc.). Bien sûr aussi on doit encourager la convergence des luttes en Europe, car nous avons un ennemi commun avec les travailleurs/ses des autres pays de l'UE. Mais tout cela ne fait système qu'en s'articulant avec notre objectif stratégique. C'est encore peu audible, certes. Mais si nous ne défendons pas notre programme, personne ne le fera à notre place et les travailleurs ne l'inventeront pas tout seuls spontanément, ils ne referont pas en quelque temps toute l'histoire du mouvement ouvrier et des quatre Internationales. C'est à cela que sert un parti. Ne laissons pas aux partis bourgeois, aux partis d'extrême droite, mais pas non plus au Front de gauche le monopole des programmes politiques. Il est temps que le NPA réélabore un vrai projet socialiste ou communiste révolutionnaire, qu'il se dote d'un programme cohérent et conséquent !